

LE GÉNIE DE CHÁVEZ

Le président Chávez a fait rapport devant le parlement vénézuélien de l'action de son gouvernement en 2011 et de son programme pour l'année en cours. Après avoir rempli rigoureusement toutes les formalités qu'implique cet important exercice, il s'est adressé aux autorités officielles de l'État, aux parlementaires de tous les partis, aux sympathisants et aux adversaires dans le cadre de la cérémonie la plus solennelle du pays.

À son habitude, le leader bolivarien a été aimable et respectueux envers toutes les personnes présentes. Si l'une d'entre elles demandait la parole pour un éclaircissement, il lui en offrait aussitôt la possibilité. Quand une parlementaire, qui l'avait salué aimablement à l'instar d'autres adversaires, a demandé la parole, il a interrompu son rapport et la lui a cédée en un geste d'une grande hauteur politique. Elle a alors interpellé le président en des phrases d'une dureté extrême qui ont mis sa noblesse et son sang-froid à l'épreuve, utilisant même le qualificatif insultant de « voleur » pour juger sa conduite à cause des lois et des mesures qu'il a adoptées. Il s'agissait sans conteste d'une offense, même si ce n'était pas là l'intention de la parlementaire. Néanmoins, il a été capable de répondre avec sérénité. Après s'être enquis du terme exact qu'elle avait employé, il a répliqué élégamment et posément à sa demande d'un débat public par un dicton : « L'aigle n'attrape pas les mouches », puis il a poursuivi sereinement son exposé.

Ce fut là une preuve insurpassable d'agilité mentale et de contrôle de soi. Une autre femme, d'origine incontestablement modeste, s'étonna en des phrases émues et profondes de ce qu'elle venait de voir, ce qui déclencha les applaudissements de l'immense majorité de l'auditoire, autrement dit de tous les amis du président et, semble-t-il, de nombre de ses adversaires.

Chávez a rendu compte de la gestion de son gouvernement pendant plus de neuf heures d'affilée, sans que l'intérêt faiblisse une seconde, et son rapport a été suivi, peut-être à cause de cet incident, par un nombre incalculable de personnes. Moi qui ai abordé bien souvent des problèmes difficiles dans de longs discours, en m'efforçant toujours au maximum de bien faire comprendre mes idées, j'ai du mal à m'expliquer comment ce militaire d'origine modeste, mais à l'esprit agile et au talent sans pareil, a été capable d'un tel déploiement d'éloquence sans perdre la voix ni ses forces.

La politique est pour moi le combat prolongé et résolu des idées. La publicité est le lot des publicitaires qui connaissent sans doute les techniques requises pour que les auditeurs, les spectateurs et les lecteurs fassent ce qu'on leur dit. Si cette science ou cet art ou comme on veut l'appeler servait au bien de l'humanité, elle mériterait du respect, celui-là même que méritent ceux qui apprennent aux autres l'habitude de penser.

Un grand combat se livre aujourd'hui au Venezuela. Les ennemis intérieurs et extérieurs de la révolution préfèrent le chaos, comme l'affirme Chávez, plutôt que le développement juste, ordonné et pacifique du pays. Quiconque a pris l'habitude d'analyser les faits survenus durant plus d'un demi-siècle et d'observer avec toujours plus de preuves l'histoire hasardeuse de notre époque et le comportement humain finit presque toujours par arriver à prédire le cours des événements.

Promouvoir une révolution profonde n'était pas chose aisée au Venezuela, un pays à l'histoire glorieuse mais immensément riche en ressources qui sont d'une importance vitale pour les puissances impérialistes qui ont tracé et tracent encore les destinées du monde.

Des dirigeants politiques dans le style de Rómulo Betancourt et de Carlos Andrés Pérez étaient dépourvus des moindres qualités personnelles pour ce faire. De plus, le premier était excessivement vaniteux et hypocrite. Il avait largement eu l'occasion de connaître la réalité vénézuélienne. Il avait été membre du Bureau politique du parti communiste costaricien dans sa jeunesse. Il connaissait bien l'histoire de l'Amérique latine et le rôle de l'impérialisme, les taux de pauvreté et le pillage impitoyable des ressources naturelles du continent. Il ne pouvait ignorer que, même si le Venezuela était immensément riche, la grande majorité de sa population vivait dans la pauvreté extrême. Les archives de toutes sortes le prouvent d'une manière irréfutable.

Comme l'a dit Chávez si souvent, le Venezuela a été pendant plus d'un demi-siècle le plus gros exportateur de pétrole au monde ; des bâtiments de guerre européens et yankees intervinrent au début du XX^e siècle pour appuyer un gouvernement illégal et tyrannique qui avait bradé le pays aux monopoles étrangers. On sait bien que des sommes énormes sortaient du pays pour grossir le patrimoine des monopoles étrangers et de l'oligarchie vénézuélienne.

Quand je me suis rendu pour la première fois au Venezuela après la victoire de la Révolution pour le remercier de sa sympathie et de son appui à notre lutte, le baril de pétrole valait à peine deux dollars. Quand j'y suis allé assister à l'investiture de Chávez – le jour où il a prêté serment sur la « Constitution moribonde » que soutenait Calderas – le baril en valait sept, même si quarante ans s'étaient écoulés depuis et trente ans depuis que le « bienfaiteur » Richard Nixon avait décrété la fin de l'étalon-or face au dollar et que les États-Unis avaient commencé à acheter le monde à coups de papier-monnaie. Pendant un siècle, le Venezuela fournit du pétrole bon marché à l'économie de l'Empire et fut un exportateur net de capitaux vers les pays développés et riches.

Pourquoi ces réalités répugnantes prédominèrent-elles pendant plus d'un siècle ?

Les officiers des forces armées latino-américains disposaient aux États-Unis d'écoles privilégiées où les champions olympiques de la démocratie leur enseignaient dans des cours spéciaux à préserver l'ordre impérialiste et bourgeois. Les coups d'État étaient les bienvenus pourvu qu'ils servent à « défendre les démocraties », à préserver et à garantir cet ordre si sordide, en alliance avec les oligarchies ; peu importait que les électeurs sachent lire et écrire ou non, aient un logement ou non, un emploi, des services médicaux et des écoles à condition que le droit de propriété sacro-saint soit garanti. Chávez explique ces réalités d'une manière magistrale. Nul ne connaît mieux que lui ce qu'il se passait dans nos pays.

Pis encore, la sophistication de l'armement moderne, la complexité de son exploitation et de son maniement qui exige des années d'apprentissage, la formation de spécialistes hautement qualifiés, ses coûts quasiment inaccessibles pour les économies faibles du sous-continent, tout ceci créait un mécanisme de subordination et de dépendance supplémentaire. La Maison-Blanche, sans même consulter les gouvernements, traçait des normes et déterminait des politiques à l'adresse des militaires à travers différents mécanismes. Les techniques de torture les plus perfectionnées étaient transmises aux organes de sécurité pour qu'ils sachent interroger ceux qui se rebellaient contre ce système de famine et d'exploitation immonde et répugnant.

Néanmoins, maints officiers honnêtes, écoeurés de tant d'impudeur, tentèrent vaillamment de mettre fin à cette trahison ignominieuse de l'histoire de nos luttes d'indépendance.

En Argentine, Juan Domingo Perón, officier de l'armée, fut capable de concevoir

une politique indépendante et de racines ouvrières. Renversé par un putsch militaire sanglant, il fut expulsé du pays et dut vivre en exil de 1955 à 1973. Quelques années après, sous l'égide des Yankees, les militaires assaillirent de nouveau le pouvoir, assassinèrent, torturèrent et firent disparaître des milliers d'Argentins, et ne furent même pas capables de défendre le pays lors de la guerre coloniale que l'Angleterre mena avec l'appui complice des États-Unis et d'un nervi, Augusto Pinochet, et de sa cohorte d'officiers fascistes formés à l'École des Amériques.

Le colonel Francisco Caamaño Deñó à Saint-Domingue, le général Velasco Alvarado au Pérou, le général Omar Torrijos au Panama, et d'autres capitaines et officiers dans d'autres pays qui sacrifièrent leur vies d'une manière anonyme constituèrent l'antithèse de la traîtrise personnifiée par Somoza, Trujillo, Stroessner, et par les dictateurs sanguinaires d'Uruguay, d'El Salvador et d'autres pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. Les militaires révolutionnaires ne formulaient pas des vues peaufinées dans tous les détails, et nul n'aurait eu le droit de l'exiger d'eux : ce n'étaient pas des académiciens versés en politique, mais des hommes ayant le sens de l'honneur et aimant leur pays.

Et pourtant, l'on a vu jusqu'où des hommes honnêtes, refusant l'injustice et le crime, sont capables d'aller sur les chemins de la révolution.

Le Venezuela constitue un brillant exemple du rôle théorique et pratique que les militaires révolutionnaires peuvent jouer dans la lutte pour l'indépendance de nos peuples, comme ils le firent voilà deux siècles sous la direction géniale de Simón Bolívar.

Chávez, un militaire d'origine modeste, fait irruption dans la vie politique vénézuélienne en puisant dans les idées du libérateur de l'Amérique. Martí écrivit au sujet de Bolívar, cette source d'inspiration intarissable : « *Il gagna des batailles sublimes, avec des soldats nu pieds et en haillons [...] jamais on ne se battit tant ni mieux dans le monde pour la liberté... [...] ...de Bolívar, on ne peut parler qu'avec une montagne pour tribune [...] ou une poignée de peuples libres au poing... [...] ce qu'il n'a pas fait lui-même n'est toujours pas fait à ce jour, parce que Bolívar a encore à faire en Amérique.* »

Plus d'un demi-siècle plus tard, le grand poète Pablo Neruda écrivit un poème que Chávez répète souvent, et dont la dernière strophe affirme :

*Je connus Bolívar par une longue matinée,
À Madrid, à la bouche du 5^e régiment,
Père, lui dis-je, es-tu ou n'es-tu pas, et qui es-tu ?
Et regardant la caserne de la Montagne, il dit :
« Je m'éveille tous les cent ans, quand le peuple s'éveille. »*

Mais le dirigeant bolivarien ne se borne pas à des formulations théoriques. Il prend sans attendre des mesures concrètes. Les pays anglophones des Caraïbes, auxquels les navires de croisière modernes et luxueux des États-Unis disputaient le droit d'accueillir des touristes dans leurs hôtels, leurs restaurants et leurs centres de loisirs qui, bien que souvent de propriété étrangère, engendraient du moins des emplois, sauront toujours gré au Venezuela de leur livrer du pétrole assorti de facilités de paiement spéciales alors que le baril dépassait parfois les cent dollars.

Le petit Nicaragua, patrie de Sandino, ce « général d'hommes libres », où l'Agence centrale de renseignement organisa par Luis Posada Carriles interposé, après avoir libéré celui-ci de prison au Venezuela, des échanges d'armes contre des drogues dans le cadre d'une guerre qui coûta des milliers de victimes et d'invalides à ce peuple héroïque, a aussi

bénéficié de l'appui solidaire du Venezuela. Ce sont là des exemples sans précédent sur notre continent.

Le Traité de libre-échange, cet accord ruineux que les Yankees prétendent imposer à l'Amérique latine, comme ils l'ont fait pour le Mexique, feraient des pays latino-américains et caribéens non seulement la région du monde où la richesse est la plus mal distribuée, ce qu'elle est déjà, mais encore en un marché gigantesque où jusqu'au maïs et aux autres cultures qui sont des sources traditionnelles de protéines végétales et animales seraient écartés au profit des cultures subventionnées des États-Unis, comme cela se passe d'ores et déjà en territoire mexicain.

Les voitures d'occasion et d'autres biens remplacent ceux de l'industrie mexicaine ; villes et campagnes y perdent leurs capacités de générer des emplois ; les ventes d'armes et de drogues y augmentent ; toujours plus d'adolescents d'à peine quatorze ou quinze ans sont convertis en de redoutables délinquants. On n'avait jamais encore vu à ce jour que des cars ou d'autres véhicules remplis de personnes qui, en quête d'emplois, ont acheté un billet pour être transportées de l'autre côté de la frontière soient détournés et leurs passagers abattus sans pitié. Des chiffres semblables augmentent d'année en année. Plus de dix mille personnes y perdent la vie chaque année.

On ne saurait analyser la Révolution bolivarienne sans tenir compte de ces réalités.

En de telles circonstances sociales, les forces armées sont contraintes de livrer des guerres interminables et dévastatrices.

Le Honduras n'est pas un pays industrialisé, financier ou commercial, même pas un gros producteur de drogues, et pourtant certaines de ses villes battent des records de morts violentes à cause des drogues. En revanche, une importante base des forces stratégiques du Commandement Sud des États-Unis y arbore son étendard. Tel est le panorama dantesque dans plus d'un pays latino-américain. Mais certains commencent à s'en sortir. En premier lieu, le Venezuela, mais non seulement parce qu'il possède d'abondantes ressources naturelles, mais aussi parce qu'il les a arrachées à la cupidité insatiable des transnationales étrangères et a libéré des forces politiques et sociales considérables capables de remporter de grandes conquêtes. Le Venezuela d'aujourd'hui est très différent du pays que j'ai connu voilà douze ans à peine, et j'avais déjà été impressionné profondément de le voir renaître, tel le phénix, de ses cendres historiques.

Les États-Unis et la CIA, faisant allusion au mystérieux ordinateur de Raúl Reyes, qui est entre leurs mains après qu'ils eurent organisé et déclenché en plein territoire équatorien une attaque au cours de laquelle le remplaçant de Marulanda et plusieurs jeunes latino-américains désarmés ont été assassinés, ont lancé la version que Chávez appuyait « l'organisation narcoterroriste des FARC ». Or, les vrais terroristes et trafiquants de drogues en Colombie, c'étaient les paramilitaires qui fournissaient aux trafiquants étasuniens les drogues vendues sur le plus gros marché de stupéfiants au monde, les États-Unis.

Je n'ai jamais parlé à Marulanda ; seulement avec des écrivains et des intellectuels qui le connaissaient bien. J'ai analysé ses idées et son histoire. Je n'hésite pas à affirmer que c'était quelqu'un de courageux et de révolutionnaire. J'ai expliqué que je ne partageais pas ses conceptions tactiques. À mon avis, il aurait suffi de deux ou trois mille hommes pour vaincre en Colombie une armée de métier classique. Son erreur était de concevoir une armée révolutionnaire possédant presque autant de soldats que l'adversaire. C'était là extrêmement coûteux et virtuellement impossible à gérer.

La technologie a changé aujourd'hui bien des aspects de la guerre ; les formes de

lutte changent aussi. De fait, un affrontement de forces conventionnelles entre des puissances nucléaires est devenu impossible. Il n'est pas besoin des connaissances d'Albert Einstein, de Stephen Hawking et de milliers d'autres scientifiques pour le comprendre. C'est un danger latent, dont on connaît l'issue, ou du moins qu'on devait connaître. Il pourrait s'écouler des millions d'années avant que d'autres êtres pensants repeuplent la planète.

Je soutiens malgré tout que lutter est un devoir inné en l'homme, qu'il doit chercher des solutions qui lui permettent de vivre plus rationnellement et plus dignement.

Dès que j'ai fait la connaissance de Chávez, je l'ai toujours vu s'intéresser à la paix en Colombie. Une fois à la présidence, dans les dernières années du gouvernement Pastrana, il a facilité des réunions entre celui-ci et les révolutionnaires colombiens à Cuba, mais, qu'on le comprenne bien, en vue d'un accord de paix véritable, non d'une reddition.

Je ne me rappelle pas avoir écouté Chávez promouvoir en Colombie autre chose que la paix, ni même mentionner Raúl Reyes. Nous avons toujours abordé d'autres questions. Il apprécie grandement les Colombiens dont des millions vivent au Venezuela et bénéficient de tous des mesures sociales adoptées par la Révolution, et le peuple colombien l'apprécie presque autant que le peuple vénézuélien.

Je tiens à exprimer ma solidarité et mon estime envers le général Henry Rangel Silva, chef du commandement stratégique opérationnel des forces armées, qui vient d'être nommé ministre de la Défense de la République bolivarienne. J'ai eu l'honneur de le connaître quand voilà maintenant plusieurs mois, il a rendu visite à Chávez dans notre pays. J'ai vu en lui quelqu'un d'intelligent et de décent, à la fois capable et modeste. J'ai écouté son discours serein, courageux et clair, qui inspire confiance.

Il a dirigé l'organisation du défilé le plus parfait que j'ai vu de la part de forces armées latino-américaines, et j'espère qu'il servira d'encouragement et d'exemple aux autres armées sœurs.

Les Yankees, qui n'ont rien eu à voir avec ce défilé, seraient incapables de faire mieux.

Il est extrêmement injuste de critiquer Chávez pour avoir investi des ressources dans les armes excellentes qui y ont été montrées. Je suis sûr qu'elles ne seront jamais utilisées pour agresser un pays frère. Les armes, les ressources et les connaissances devront marcher à l'unisson sur les voies de l'unité pour former en Amérique, comme le rêvait le *libertador*, « la plus grande nation du monde, moins par son étendue et sa richesse, que par sa liberté et sa gloire ».

Tout nous unit plus que l'Europe ou les États-Unis, sauf le manque d'indépendance qu'on nous a imposé pendant deux cents ans.

Fidel Castro Ruz

Le 25 janvier 2012

20 h 32